

Zeitschrift: Heimatschutz = Patrimoine
Band: 108 (2013)
Heft: 4: Denkmalpflege heute = La conservation du patrimoine aujourd'hui

Artikel: Vier Fragen an sechs Denkmalpfleger/innen = Quatre questions à six conservateurs/conservatrices
Autor: Rück, Stanislas / Nussbaumer, Reto / Berthod, Marcel
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-392100>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 09.11.2024

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

KURZ NACHGEFRAGT/MICRO-SONDAGE

Vier Fragen an sechs Denkmalpfleger/innen

Quatre questions à six conservateurs/conservatrices

Stanislas Rück

Chef du Service des biens culturels du canton de Fribourg

Comment votre service est-il organisé? Combien comprend-il de collaborateurs?

Notre service est grosso modo subdivisé en deux sections: la conservation du patrimoine proprement dite, qui traite les demandes d'autorisation de construire, assure le suivi des chantiers et s'occupe des subventions, et la protection du patrimoine qui couvre l'ensemble du processus de protection depuis le recensement aux mesures légales de protection dans le cadre de l'aménagement cantonal et communal du territoire. Ces deux sections sont de taille à peu près équivalente. Les publications et les campagnes de sensibilisation relèvent de la responsabilité conjointe de ces deux sections. Les publications de la série des monuments d'art et d'histoire de Suisse ont un statut spécial, mais leur rédaction incombe à notre service. L'ensemble du service réunit à peine 15 emplois équivalents plein temps, répartis entre une vingtaine de collaborateurs.

Quels sont, à votre avis, les défis les plus importants auxquels seront confrontés les conservateurs à l'avenir?

Cela brûle et papillonne dans tous les coins, mais les plus grands défis découlent des changements structurels, souvent rampants, qui interviennent à différents niveaux de la société. Quatre exemples: L'obsolescence des bâtiments traditionnels d'exploitation agricole, notamment les étables, les granges et les alpages: les constructions modernes qui les remplacent dépassent largement les dimensions qui nous étaient familières, et les anciens bâtiments ne sont plus entretenus. Cela remet en question l'avenir d'un type de construction qui marque fortement nos paysages ouverts et construits.

La densification du milieu bâti et les objectifs de la transition énergétique appellent un réexamen des priorités, et des schémas de pensée que l'on s'imaginait révolus resurgissent. Il faudra

donc réaffirmer l'importance de la conservation du patrimoine et de la protection du paysage.

Le déclin continu des églises de campagne entraîne la disparition d'une partie importante de notre patrimoine culturel. Surtout, des objets d'importance régionale risquent d'être oubliés.

Et enfin, l'architecture contemporaine d'après-guerre prend, avec le recul, une dimension historique, mais le public l'apprécie rarement à sa juste valeur, ce qui risque d'occasionner ici et là des pertes immenses et irréparables.

Notre but n'est pas de sauver le monde. Il n'est pas possible de barrer la route à des évolutions en cours, mais il est possible de les canaliser et de les réorienter dès qu'elles sont perceptibles.

Quand ont été construits les bâtiments les plus récents figurant à votre inventaire?

Trente ans est l'âge minimal que doivent avoir les objets culturels figurant dans nos listes d'objets protégés par la loi. Nous avons bien sûr déjà inventorié des bâtiments plus récents. Il n'est pas toujours facile de définir la frontière entre critique architecturale et inscription d'un bien culturel dans un inventaire. Cependant, une génération est certainement un laps de temps raisonnable pour bénéficier du recul nécessaire à une appréciation objective.

Quel monument sous votre juridiction devrait-on absolument visiter? Pourquoi?

La vieille ville de Fribourg dans son ensemble. Elle est unique par les différentes constructions qui la composent et par sa taille, par ses interactions avec le paysage et la topographie, et enfin par sa peu spectaculaire nonchalance qui fait d'elle une ville vivante, avec ses caractéristiques propres.



Reto Nussbaumer

Leiter der Denkmalpflege des Kantons Aargau

Wie ist Ihre Denkmalpflegestelle organisiert, wie gross ist Ihr Team?

Mit meinem Team von 14 Mitarbeitenden innerhalb der Abteilung Kultur betreue ich die knapp 1500 kantonalen Schutzobjekte des Kantons Aargau und die weiterführenden denkmalpflegerischen Fragestellungen: Mit vier Berater*innen «an der Front», dem seit einiger Zeit wieder angelaufenen Bauinventar, der wissenschaftlichen Arbeit mit Dokumentation und Subvention im Hintergrund und natürlich mit der Kunstdenkmäler-Inventarisierung, deren zwei Autorinnen mit dem vorletzten Band der Aargauer Reihe beschäftigt sind.



Welche Denkmalpflegefragen muss die Politik behandeln?

Die Politik darf sich auch in finanziell angespannten Zeiten nicht aus ihrer kulturellen Verantwortung ziehen. Unsere Baudenkmäler als sprechende Zeugen der Vergangenheit sind wichtiger denn je, hält man sich die erschreckend kurze Lebensdauer des aktuellen Gebäudebestands vor Augen. Wersonst soll denn noch Identität und im besten Fall «Heimat» vermitteln, wenn nicht die Baudenkmäler, welche die Generationen überdauern? Dieses öffentliche Interesse muss von der Politik vertreten werden und sie hat auch die finanziellen Rahmenbedingungen dafür bereitzustellen. Für die denkmalpflegerischen Fragestellungen kann sich die Politik ruhig auf die kantonalen oder städtischen Fachstellen verlassen – die können das.

In welcher Form nimmt der Druck im Rahmen der Energiewende zu?

Zum Glück nicht in einem bedrohlichen Mass! Der Anteil der unter Schutz stehenden Gebäude ist vergleichsweise gering. Bringt man dies in der Diskussion mit ins Spiel und gelingt es, den Eigentümern die Qualitäten ihrer unter Schutz stehenden Bauten zu vermitteln, ihnen die unwiederbringliche historische Substanz und deren Wert aufzuzeigen, sind bald auch die das Gebäude überfordernden Eingriffswünsche vom Tisch.

Man darf nie vergessen: Historische Bauten sind a priori nachhaltige Bauten – gönnen wir diesen ihren historischen Zustand und die überbrachte Erscheinung, und konzentrieren wir uns in der Energiediskussion auf die restlichen 95–99% des Gebäudebestandes.

Welches Baudenkmal in Ihrem Kanton sollte man unbedingt besuchen? Weshalb?

Selbstverständlich jedes, das zugänglich ist! Es sind nicht nur die spektakulären Burgen, Schlösser und Klöster, von denen der Aargau unzählige hat. Auch die kleineren, sogenannten unscheinbaren Objekte haben ihren grossen Reiz. Ich bin immer wieder überwältigt, wenn ich beispielsweise ein von aussen unauffälliges, im Innern aber reich ausgestattetes und spannend umgebautes Altstadtthaus besuche. Dieses Raumgefühl, diese Aura zu spüren, kann ich allen nur empfehlen!

Marcel Berthold

Conservateur des monuments du canton de Jura

Comment votre service est-il organisé? Combien comptez-vous collaborateurs?

La Section des monuments historiques est intégrée à l'Office cantonal de la culture (OCC), lequel dépend du Département de la formation, de la culture et des sports (DFCS). Sur le plan technique, la section des monuments se résume au seul conservateur, mais elle dispose des compétences de l'équipe du secrétariat de l'OCC, notamment pour les questions administratives et financières. L'OCC est un office cantonal à taille humaine, ce qui fait que les sections qui le composent sont proches les unes des autres et qu'elles entretiennent des relations étroites et régulières. De ce fait, malgré la modestie de la dotation en personnel de la section des monuments, le conservateur n'est pas seul «perdu dans

la nature». Actuellement, il bénéficie aussi du fait que le chef de l'OCC est l'ancien conservateur des monuments du canton de Jura, qui connaît donc très bien le sujet. Il ne faut cependant pas se cacher que cette situation impose des limites à l'action de la conservation du patrimoine bâti et qu'elle exige, par la force des choses, une bonne dose de polyvalence de la part du conservateur.

Quel thème souhaiteriez-vous empoigner si vous disposiez de ressources suffisantes?

Le domaine des inventaires est primordial dans tous les sens du terme pour pouvoir assurer une bonne conservation et valorisation du patrimoine bâti. Après l'achèvement de l'inventaire des

maisons rurales qui a abouti à la publication, en 2012, du volume jurassien dans la collection *Les maisons rurales de Suisse*, il est nécessaire de se tourner maintenant vers le patrimoine qui fait l'objet de l'inventaire des monuments d'art et d'histoire. Une connaissance historique approfondie du patrimoine bâti des petites villes jurassiennes s'impose pour éviter que cet héritage culturel encore relativement bien préservé ne soit mis en danger par méconnaissance ou par sous-estimation de sa valeur.

Dans votre fonction de conservateur, quel a été votre succès le plus éclatant? Et quelle a été votre défaite la plus cuisante?

Je n'aime pas beaucoup la dialectique de la victoire et de la défaite dans le domaine de la conservation du patrimoine, car cela signifie, notamment si la bataille se joue sur le plan judiciaire, que les démarches préalables d'information, de communication ou de persuasion n'ont pas atteint leur but. Il va sans dire que le recours à la justice est nécessaire en cas de «légitime défense du patrimoine» et, dans mon souvenir, l'OCC n'a jamais été débouté par une décision judiciaire relative au patrimoine bâti. J'éprouve plus de bonheur quand les partenaires d'un projet, a priori plus enclins à accorder la priorité à d'autres intérêts, pratiques, matériels ou financiers, reconnaissent le bien-fondé de l'approche patrimoniale et se rallient à ses arguments. A cet égard, je suis particulièrement heureux que dans la grande restauration du château de Delémont, réalisée entre 2000 et 2002, le sol d'origine du corridor du 1^{er} étage, en damier de grès rose et de calcaire ocre, ait pu être conservé malgré la surface inégale qu'il présente et le minimum d'attention qu'il requiert quand on marche dessus. La substance originale ou ancienne d'un monument, c'est ce qui fait son authenticité et c'est à ce titre qu'il est essentiel de la préserver. Le même chantier de restauration du



château de Delémont m'aura par contre également réservé une déception à propos des jardins. Le concept de restauration, qui s'inspirait du modèle d'origine des jardins, nécessitait l'élaboration de mesures d'entretien qui n'ont en fait pas été mises en place. Très rapidement, l'endroit s'est transformé en terrain vague, et je doute que l'on parvienne à corriger la situation si un programme d'entretien spécifique n'est pas établi et mis en pratique.

Quel monument sous votre juridiction devrait-on absolument visiter? Pourquoi?

Tous les monuments mériteraient d'être visités, ne serait-ce que pour voir ce qui a justifié leur classification en tant que monument historique. Une telle démarche permettrait également de mieux comprendre les objectifs et les enjeux de la conservation du patrimoine bâti. Il faut reconnaître que certains monuments se prêtent mieux à la visite que d'autres. Pour cette raison, et en renonçant à l'effet d'originalité, je recommanderais la visite des constructions religieuses de Saint-Ursanne, non seulement de la collégiale, mais aussi de la crypte, du cloître, du musée lapidaire, de l'ermitage qui surplombe le site. Une telle visite en offre pour tous les goûts, que ce soit pour les amateurs d'architecture et de sculpture romane et gothique, d'ornementation baroque, ou d'archéologie médiévale. L'environnement de ces constructions religieuses, que ce soit la petite ville de Saint-Ursanne ou la nature et le paysage du Clos du Doubs, forme par ailleurs un écrin qui rend particulièrement sensible l'interdépendance qui existe entre un monument et son environnement. Une telle visite permet d'éprouver une sorte de «Weltanschauung», une vision du monde dans lequel le monument et son environnement, le patrimoine culturel et le patrimoine naturel, l'homme et la nature sont étroitement liés.

Karin Zaugg

Denkmalpflegerin der Stadt Biel

Wie ist Ihre Denkmalpflegestelle organisiert, wie gross ist Ihr Team?

Die Denkmalpflegestelle der Stadt Biel ist der in der Direktion für Bau, Energie und Umwelt angesiedelten Abteilung Hochbau angegliedert. Die städtische Denkmalpflegestelle ist mit 50 Stellenprozenten ausgestattet und verfügt über keinen eigenen Budgetposten. Auch stehen ihr keine Mittel aus einem spezifischen städtischen «Denkmalpflegefonds» zur Verfügung.

Die Denkmalpflegestelle der Stadt Biel unterscheidet sich erheblich von derjenigen der Stadt Bern: Während die Denkmalpflege der Stadt Bern über Kompetenzen verfügt, die denjenigen der kantonalen Fachstelle entsprechen, ist die Bieler Fachstelle in ihrem Wirkungsfeld beträchtlich eingeschränkt. Um diesen

formellen – aber auch finanziellen – Nachteil aufzufangen, wurden eine enge Zusammenarbeit und ein systematischer Informationsaustausch zwischen städtischer und kantonaler Fachstelle etabliert.

Woraus ziehen Sie die grösste Befriedigung in Ihrer Arbeit? Was macht die Arbeit der Denkmalpflegerin/des Denkmalpflegers aus?

Die Arbeit eines Denkmalpflegers ist ja ziemlich vielfältig: Sie beinhaltet die Begleitung von Bauarbeiten, die Mitwirkung bei Planungsverfahren, historische und bauhistorische Recherchen, Vermittlung und Kommunikation, Verwaltungsarbeit etc. In grösseren Ämtern ist dieses Aufgabenspektrum auf verschiede-

ne Untergruppen aufgeteilt. Mit einer 50-Prozent-Stelle werden diese Aufgaben von einer einzigen Person ausgeführt: in dieser Vielfältigkeit und Abwechslung liegt das Spannende am Bieler Stellenprofil.

Ich persönlich erachte den Bereich Vermittlung/Kommunikation als einen der zentralsten Inhalte der Disziplin Denkmalpflege: Kann ich im Rahmen einer Führung, im Austausch mit Vertretern anderer Fachstellen oder vor dem Objekt mit Bauherrschaft und Handwerkern Inhalte vermitteln, die zu einem aufmerksameren und interessierteren Zugang zum Denkmalpflegeobjekt führen, erfüllt mich das mit einer grossen Befriedigung.

Werden Sie vom Heimatschutz in Ihren Bestrebungen unterstützt?

Mit der Ortsgruppe Biel-Seeland des Berner Heimatschutzes besteht ein reger Austausch. Dabei versucht die städtische Denkmalpflegestelle, eine Mittlerrolle einzunehmen: Sie sichert den Informationsfluss oder bringt bei Bauvorhaben von grosser Komplexität oder erheblicher (öffentlicher) Bedeutung die denkmalpflegerischen Interessen so früh wie möglich ein und koordiniert in derartigen Prozessen die Vertreter und Vertreterinnen der Denkmalpflegestellen und -organisationen. Umgekehrt wird die Denkmalpflege von der Heimatschutz-



Ortsgruppe über die laufenden Geschäfte orientiert und kann bei deren internen Weiterbildungen teilnehmen. Da die städtische Denkmalpflegestelle über keine eigenen Mittel für die

Unterstützung kleinerer denkmalpflegerisch relevanter Arbeiten verfügt, findet auch in dieser Hinsicht eine enge Zusammenarbeit mit der Heimatschutz-Ortsgruppe statt.

Seit einigen Jahren erfolgt die Organisation und Ausführung der Europäischen Tage des Denkmals im Raum Biel in Zusammenarbeit der städtischen Denkmalpflegestelle und der Ortsgruppe Biel-Seeland des Berner Heimatschutzes.

Welches Baudenkmal in Ihrem Amtsbereich sollte man unbedingt besuchen? Weshalb?

In Biel sollte man unbedingt das Kongresshaus von Max Schlup (erbaut 1961–1966 nach Wettbewerb von 1956) sehen. Es ist das Wahrzeichen des neuen Biels und Symbol der Aufbruchstimmung der 1950er-Jahre. Bis heute hat das Bauwerk nichts von seiner Modernität verloren. Es ist ein raues Objekt, man reibt sich daran, über kein Bauwerk wird in Biel so viel debattiert wie über das Kongresshaus: Darin zeigt sich exemplarisch, dass Bauen, die gebaute Umwelt, Baukultur nicht nur eine individuelle Angelegenheit ist, sondern immer die gesamte Öffentlichkeit betrifft.

Flurina Pescatore

Leiterin der Denkmalpflege Schaffhausen

Wie ist Ihre Denkmalpflegestelle organisiert, wie gross ist Ihr Team?

Die Denkmalpflege des Kantons Schaffhausen ist eine kleine Fachstelle mit fünf Mitarbeiterinnen und Mitarbeitern (330 Stellenprozent). Sie ist die ausgewiesene Fachstelle für alle Belange der denkmalpflegerischen Aufgaben im Kanton Schaffhausen. Zudem ist ihr im Rahmen einer Leistungsvereinbarung die Denkmalpflege in der Stadt Schaffhausen übertragen. Daher trägt unsere Fachstelle den Namen «Denkmalpflege Schaffhausen, Fachstelle des Kantons und der Stadt».

Welches war Ihr bisher schönstes Erlebnis als Denkmalpflegerin?

Das wohl schönste Erlebnis war die Aufführung eines Strassentheaters, das für den Tag des Denkmals in Neunkirch eigens geschrieben und exklusiv aufgeführt wurde. Es war eine sehr lebendige und kreative Auseinandersetzung mit dem Thema des Denkmals und der Erinnerung an die Geschichtlichkeit des Ortes.



Im Hinblick auf die tägliche Arbeit als Denkmalpflegerin sind es eher immer wieder aufmunternde Worte von Bewohnern und Bewohnerinnen, die unseren Einsatz für wichtig erachten. Schön ist es auch, die Freude an der historischen Substanz und ihrer Restaurierung mit Eigentümerschaften, Handwerkern und Fachleuten zu teilen.

Wie sieht Ihre Zusammenarbeit mit dem Heimatschutz aus?

Dies hängt sehr von aktuellen Themen ab. Wir konnten beispielsweise eine Tagung zu Bauten der 1950er-Jahre gemeinsam gestalten. Am häufigsten erfolgt die Zusammenarbeit im Rahmen von Baustellenbesichtigungen, denn die Sektion Schaffhausen hat einen grossen Kreis interessierter Mitglieder, die einen exklusiven Besuch einer laufenden Restaurierung sehr schätzen. Auf der Ebene der Aussenwahrnehmung muss ich erwähnen, dass wir doch auch sehr die Differenzierung zwischen dem Heimatschutz und der behördlichen Denkmalpflege betonen müssen, weil vielen der Unterschied nicht klar ist.

Welches Baudenkmal in Ihrem Kanton sollte man unbedingt besuchen? Weshalb?

Die Altstadt Schaffhausen, die so viel bietet, dass ich Ihre Frage elegant erweitern kann. Man sollte sich mindestens einen Tag Zeit nehmen und nebst einem ausgedehnten Spaziergang durch die Altstadt das romanische Münster und den Kreuzgang des ehemaligen Klosters zu Allerheiligen besuchen. Mitten in der

Stadt und unmittelbar neben dem Museum zu Allerheiligen sind auch die Hallen für Neue Kunst zu entdecken, welche in den umgenutzten Räumen der Kammgarn-Spinnerei eingerichtet sind. Die Umnutzung zu den Hallen für neue Kunst 1984 hat als museales und denkmalpflegerisches Konzept für zeitgenössische Kunst eine Pionierrolle übernommen und ist weit über Schaffhausen bekannt.

Thomas Brunner

Denkmalpfleger des Kantons Schwyz

Wie ist Ihre Denkmalpflegestelle organisiert, wie gross ist Ihr Team?

Die Schwyzer Denkmalpflege ist eine Abteilung im Amt für Kultur im Bildungsdepartement. Sie besteht aus dem Denkmalpfleger (100%) und der administrativen Mitarbeiterin (80%), die für das Beitragswesen, das Archiv und die Informatik zuständig ist. Der Denkmalpfleger ist alleinige fachliche Instanz in der kantonalen Verwaltung. Eine Denkmalpflegekommission gibt es im Kanton Schwyz nicht.

Die Verwaltung des Kantons Schwyz ist sehr schlank gehalten. Die Wege sind daher kurz. Baugesuche, die kantonale Stellen – darunter die Denkmalpflege – betreffen, werden an einer wöchentlichen Sitzung koordiniert. So ist die interne Kommunikation in einem hohen Grad gewährleistet.

Wie steht es mit den für Ihre Aufgaben zur Verfügung stehenden finanziellen Mitteln?

Was die Beiträge an Restaurierungen betrifft, sind adäquate Mittel vorhanden. Die Ressourcen für Expertisen, Voruntersuche, bauarchäologische Forschungen – also Arbeitsmittel und -hilfen der Denkmalpflege – sind dagegen angesichts des ausserordentlich reichen Kulturerbes eher knapp bemessen. Der Kanton Schwyz besteht aus 30 zum Teil sehr grossen Gemeinden. Hier erreicht man sehr schnell die Grenze der Möglichkeiten, zumal sich die Gemeinden bislang kaum finanziell beteiligen.

Im Bereich Denkmalpflege ist jeder Kanton für sich selber verantwortlich. Braucht es mehr Koordination unter den Kantonen?

Auffachlicher Ebene ist ein Austausch im Rahmen der Konferenz der Schweizer Denkmalpflegerinnen und Denkmalpfleger (KSD) und des Arbeitskreises Denkmalpflege (AKD) vorhanden. Da der Natur- und Heimatschutz Aufgabe der Kantone ist, gibt es sehr

viele Unterschiede in der Umsetzung. Die unterschiedlichen Haltungen, gesetzlichen Vorgaben und Möglichkeiten sind den Fachleuten zwar bewusst, aber nicht oder zumindest in kleinerem Masse der Politik und Öffentlichkeit. Hier gibt es stets ein Optimierungspotenzial.

In der Zentralschweiz sind wir bestrebt, die Zusammenarbeit unter den kantonalen und städtischen Denkmalpflegestellen zu verstärken. Im Rahmen der Europäischen Tage des Denkmals geschieht dies bereits sehr erfolgreich. Wir verfolgen aus dieser Erfahrung das Ziel, diese regionale Zusammenarbeit auf weitere Aspekte auszudehnen.

Welches Baudenkmal in Ihrem Amtsbereich sollte man unbedingt besuchen? Weshalb?

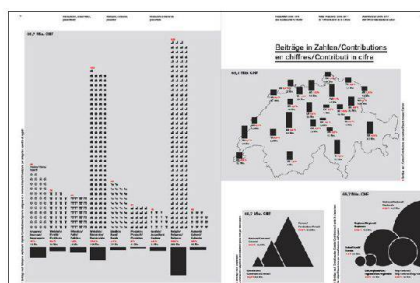
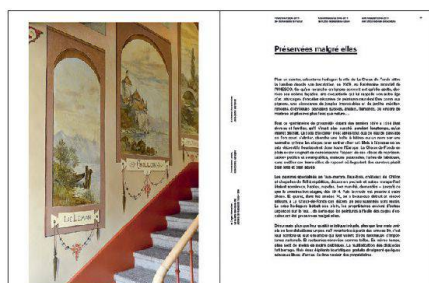
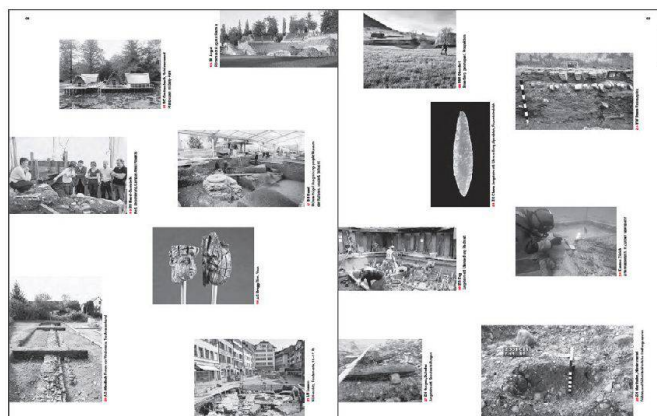
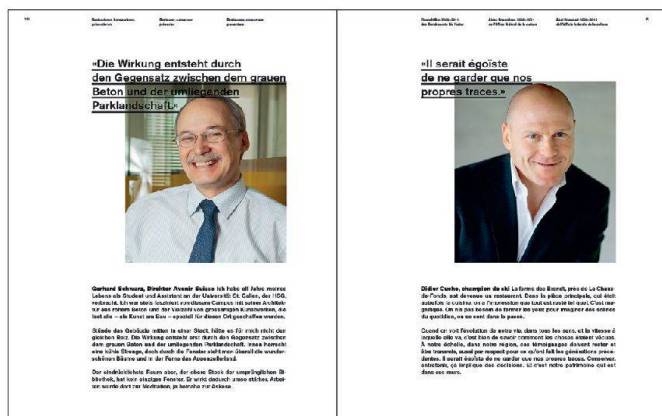
Neben dem Kloster Einsiedeln, das zu den herausragendsten barocken Baudenkmalern gehört, muss man die Ital Reding-Hofstatt in Schwyz besuchen. Auf der Hofstatt östlich des Hauptplatzes steht das Herrenhaus von 1609. Es repräsentiert wie kein anderes der rund 30 Herrenhäuser im Talkessel die Geschichte und Baukultur des alten Standes Schwyz. Diese ist geprägt vom kulturellen Austausch und Handel mit den eidgenössischen Verbündeten und den europäischen Herrschern. Der Vorgängerbau – das Haus Bethlehem – wurde vor 400 Jahren nicht abgebrochen, sondern steht nun bereits seit 1287 an seinem Ort.

Die Entdeckung dieses hochmittelalterlichen Holzbaus war schlicht eine Sensation, die Fachleute wie die breite Öffentlichkeit überraschte. In der Zwischenzeit sind in Schwyz, Morschach, Steinen, Arth und Küssnacht im ländlichen Umfeld Holzbauten aus dem 12. bis 15. Jahrhundert in einer Zahl bekannt geworden, wie sie in dieser Höhe nur hier nachgewiesen ist. Dies ist für die Schweiz und wohl weit darüber hinaus schlicht einmalig. Die Ital Reding-Hofstatt lässt einen die reiche Geschichte und hervorragende Baukultur des Kantons Schwyz auf engstem Raum erleben.



RENOVIEREN, KONSERVIEREN, PRÄSENTIEREN

RESTAURER, CONSERVER, PRÉSENTER



Traditionelle Alphütten erhalten neue Schindeldächer (Chalet Pra Chablais, Sciernes d'Albeuve FR); Seeufersiedlungen aus dem 5. bis 3. Jahrtausend vor Christus tauchen aus der Vergangenheit auf (jungsteinzeitliche Ufersiedlung, Zug-Riedmatt ZG); die Zimmer eines Hotels der frühen Moderne finden zu ihrer ursprünglichen Farbigekeit zurück (Albergo Monte Verità, Ascona TI): Das sind drei Beispiele, die das Bundesamt für Kultur im Bereich Heimatschutz und Denkmalpflege von 2008 bis 2011 mit insgesamt 65,7 Millionen Franken finanziell unterstützt hat.

Seit der Einführung der Neugestaltung des Finanzausgleichs und der Aufgabenteilung zwischen Bund und Kantonen im Jahr 2008 gewährt der Bund seine Unterstützungsbeiträge an Bau- und Bodendenkmäler in der Regel global im Rahmen der vom Bundesamt für Kultur mit den Kantonen ausgehandelten Programmvereinbarungen. Das Parlament spricht zu diesem Zweck einen Rahmenkredit auf vier Jahre. Anlässlich der 20. Europäischen Tage des Denkmals präsentierte das Bundesamt für Kultur im September zum ersten Mal eine Broschüre, die alle Bau- und Bodendenkmäler der Schweiz umfasst, an welchen sich der Bund von 2008 bis 2011 mit einer Finanzhilfe beteiligt hat. Darin wird jedes Objekt, das restauriert, konserviert sowie dokumentiert wurde, mit einem Foto vorgestellt und jede unterstützte archäologische Massnahme gezeigt. Exemplarisch beleuchten 13 kurze Texte die Aspekte denkmalpflegerischer und archäologischer Arbeitsweisen.

→ Die Publikation *Restaurieren, konservieren, präsentieren. Bau- und Bodendenkmäler in der Schweiz, Finanzhilfen des Bundes 2008–2011* kann beim Bundesamt für Kultur, Sektion Heimatschutz und Denkmalpflege, bezogen werden. PDF unter www.bak.admin.ch/report_2008-2011.

Les toits en tavillons des chalets d'alpage traditionnels sont refaits à neuf (Chalet Pra Chablais, Sciernes d'Albeuve FR); les sites palafittes de 5000 à 3000 ans av. J.-C. surgissent du passé (site palafitte néolithique, Zug-Riedmatt ZG) ; les chambres d'un hôtel du début de l'époque moderne retrouvent leurs couleurs d'origine (Albergo Monte Verità, Ascona TI): trois exemples tirés des 481 bâtiments et chantiers que l'Office fédéral de la culture a soutenus dans le domaine du patrimoine entre 2008 et 2011, pour un total de 65,7 millions de francs.

Depuis l'introduction en 2008 de la réforme de la péréquation financière et la nouvelle répartition des tâches entre la Confédération et les cantons, la Confédération subventionne le patrimoine bâti et archéologique de manière globale dans le cadre de conventions-programmes passées entre les cantons et l'Office fédéral de la culture. A cette fin, le Parlement accorde un crédit-cadre sur quatre ans. En septembre, à l'occasion du lancement des 20^{es} Journées européennes du patrimoine, l'Office fédéral de la culture a présenté pour la première fois l'ensemble des objets soutenus dans une brochure. Chaque objet restauré, conservé et répertorié, y sont présentés accompagnés d'une photographie. 13 textes mettent en lumière des aspects particulièrement surprenants du travail de conservation et d'archéologie.

→ La brochure *Restaurer, conserver, présenter: le patrimoine bâti et archéologique en Suisse* peut être commandée dans la limite des stocks disponibles auprès de l'Office fédéral de la culture, section Patrimoine culturel et monuments historiques. PDF sur www.bak.admin.ch/report_2008-2011.